

LE 16 NOVEMBRE, FAISONS MONTER LA PRESSION : EN GRÈVE !

Sud éducation Paris appelle l'ensemble des collègues à la grève le 16 novembre 2017

► **Parce que le combat contre la loi travail n'est pas fini !** Les ordonnances n'ont pas encore été ratifiées par l'Assemblée nationale. Cette loi travail XXL est une remise en cause profonde des droits des travailleur-euses, du privé mais aussi du public : inversion de la hiérarchie des normes, généralisation des CDI dits « de projets », juridictions prud'homales et CHSCT mis à mal... **Le message est clair : tout mettre en œuvre pour nous exploiter plus demain.**

Nous le disons sans cesse, **nos conditions de travail se dégradent** : management à tous les étages, poids de la hiérarchie, augmentation des effectifs dans les écoles et établissements sans moyens supplémentaires, précarité à gogo, etc.

► **Parce que des centaines de collègues en CUI sont viré-es du jour au lendemain.** C'est un véritable plan de licenciement qui a été organisé par le gouvernement : 260 000 emplois supprimés à l'échelle nationale. **Au niveau de l'académie de Paris c'est 600 de nos collègues qui ont perdu ou vont perdre leur emploi. Il n'en est pas question !** Ici et là des grèves ont eu lieu et ont été victorieuses : les collègues ont été ré-embauchés-es.

La suppression des CUI révèle au grand jour le manque crucial de moyens dans nos écoles et établissements. Nous manquons de personnels formés, dans tous les services, de la maternelle à l'université : AVS, AED, médecins scolaires, assistant-es pédagogiques, enseignant-es, agent-es, infirmier-es, psychologues, enseignant-es spécialisé-es, CPE... La liste est longue !

► **Parce que la précarisation de la société se généralise.** Les aides sociales sont sabrées et dans tous les services le nombre de contrats précaires explose. Dans l'éducation les non-titulaires sont chaque année plus nombreux-euses : vie scolaire, accompagnant-es des élèves en situation de handicap, agent-es

techniques, professeur-es contractuel-les... Depuis la rentrée nous avons également vu arriver les services civiques : pas de contrat de travail, pas de salaire mais une indemnité de base de 470 euros par mois !



À Sud éducation Paris nous pensons qu'il est temps de remettre en avant nos revendications :

- plus de moyens, à la hauteur des besoins réels de chaque école et établissement, estimés par celles et ceux qui y travaillent ;
- le réemploi de nos collègues licenciés-es suite au plan social de suppression des CUI ;
- une sortie de la précarité pour les collègues contractuels : un plan de titularisation, sans condition de concours, de diplôme, de stage ou de nationalité !

► **Parce que les premières attaques contre la fonction publique en annoncent d'autres.** Gel du point d'indice, rétablissement du jour de carence, plan de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires... Ce n'est qu'un aperçu. Le projet de loi de finances 2018 est clair : **dans tous les services publics il faudra faire plus avec moins (sauf pour les flics et l'armée).**

Le gouvernement a également annoncé une énième réforme des retraites et de l'assurance maladie. Dans l'éducation nationale, l'éternelle discussion sur l'annualisation du temps de travail revient par la grande porte.

► **Parce que nous sommes contre la sélection à l'université.** À l'été 2017, des dizaines de milliers de bachelier-es se sont retrouvé-e-s sans affectation. Cette situation est tout sauf imprévue : elle est organisée par le gouvernement qui n'a pas donné à l'enseignement supérieur les moyens de fonctionner. Dans la foulée, le gouvernement avait annoncé une coupe de 331 millions d'euros dans le budget.

Le projet de loi présenté le 30 octobre établit purement et simplement **la sélection à l'entrée à l'université**, dès lors que « *l'effectif des candidatures excède les capacités d'accueil d'une formation, les inscriptions sont prononcées par le président ou directeur de l'établissement dans la limite des capacités d'accueil, après vérification de la cohérence entre, d'une part, le projet de formation du candidat, les acquis de sa formation initiale ou ses compétences et, d'autre part, les caractéristiques de la formation* ». Il n'est pas besoin d'être voyant-e pour comprendre qu'en procédant ainsi, le gouvernement, en diminuant les budgets des universités, pourra faire en sorte que le nombre d'inscriptions excède dans chaque filière le nombre de places. À la sélection par l'échec dû au manque de places et de moyens s'ajoute une sélection officielle qui va d'autant plus accentuer la sélection sociale. Aux côtés de Solidaires étudiant-es, nous revendiquons **une université libre, gratuite et accessible à tou-tes**. La riposte s'organise dans les facs et les lycées.

Encore une journée de grève ? Après les 12, 21 septembre et 10 et 19 octobre, les syndicats CGT, CNT, FO, FSU, Solidaires appellent à une nouvelle journée de grève interprofessionnelle le 16 novembre 2017.

Il est certain que nous devons pas rester apathiques face à ce rouleau compresseur libéral. C'est pour cela que nous appelons tou-tes les collègues à **se mettre massivement en grève le 16 novembre**.

Cependant nous pensons que seul un mouvement social fort, mené par une grève générale et reconductible, et par le blocage de l'économie nous permettra de gagner. Il faut prendre la rue et attaquer les capitalistes au portefeuille.

C'est dans ce sens que Sud éducation et l'Union syndicale Solidaires envisagent la grève.

**Le 16 novembre : pas de grève par procuration,
faisons monter la pression !**

Tout-es en grève et dans l'action !

► **Manifestation : 14h place de la République**

SUD éducation Paris

30 bis, rue des Boulets 75011 Paris ■ 01 44 64 72 61 ■ sudeducation75@wanadoo.fr
www.sudeducation75.org ■ @sudeducparis ■ Sud éducation Paris